Feu vert des 28 pays de l'UE à l'envoi d'un courrier au président Nkurunziza

@rib News, 26/10/2015 â€“ Source AFP Crise au BurundiÂ : l'UE lance des consultations pouvant mener Ã une suspension de l'aide L'UE a invitÃ© lundi les autoritÃ©s du Burundi Ã des consultations sur les atteintes Ã la dÃ©mocratie dans ce pays secouÃ© par une grave crise depuis le printemps, une procÃ©dure susceptible de conduire Ã la suspension de l'aide europÃ©enne. Les 28 pays de l'Union europÃ©enne ont donnÃ© leur feu vert Ã l'envoi d'un courrier au prÃ©sident burundais Pierre Nkurunziza, au cours d'une rÃ©union des ministres du DÃ©veloppement Ã Luxembourg.
Cette lettre invite le Burundi Ã des consultations conformÃ©ment Ã la procÃ©dure prÃ©vue par l'article 96 de l'accord de partenariat UE-ACP (accords de Cotonou, ndlr) en cas de non-respect des Ã©lÃ©ments essentiels de l'accord que sont les droits de l'homme, les principes dÃ©mocratiques et l'Etat de droit, a prÃ©cisÃ© l'UE dans un communiquÃ©. CitÃ©e dans le communiquÃ©, la chef de la diplomatie europÃ©enne, Federica Mogherini, a jugÃ© que la situation au Burundi reste trÃ¨s prÃ©occupante. La volontÃ© acharnÃ©e du prÃ©sident Pierre Nkurunziza - Ã©lu en 2005, rÃ©Ã©lu en 2010 puis en juillet de de conquÃ©rir un 3e mandat, malgrÃ© les critiques de l'opposition, de la sociÃ©tÃ© civile, de l'Eglise catholique et de la communautÃ© internationale, a plongÃ© son petit pays d'Afrique des Grands lacs dans une grave crise politique, Ã©maillÃ©e de violences meurtriÃ¨res. Nos consultations doivent aussi contribuer aux efforts de l'Union Africaine (UA) et de la rÃ©gion Ã lancer un dialogue inter-burundais pour trouver une issue consensuelle Ã la crise que traverse le pays. C'est la seule voie pour prÃ©server la paix et consolider la dÃ©mocratie et l'Ã©tat de droit au Burundi, a insistÃ© Mme Mogherini. Dans la lettre, elle propose d'organiser ces consultations Ã Bruxelles Ã une date Ã convenir d'un commun accord. M. Nkurunziza a ensuite 30 jours pour y rÃ©pondre, et les consultations doivent se dÃ©rouler dans les 120 jours suivants. Au cas oÃ¹ Ã§a se passe mal, la sanction sera la suspension de la coopÃ©ration, a expliquÃ© un diplomate, prÃ©cisant toutefois que seule l'aide aux projets du gouvernement, et non celle apportÃ©e directement Ã la sociÃ©tÃ© civile, serait alors concernÃ©e. L'UE est le premier donateur au Burundi. La Belgique, ancienne puissance coloniale et premier donateur bilatÃ©ral, a dÃ©jÃ suspendu une partie de son aide dÃ©but octobre. A ce jour, la crise a fait plus de 120 morts et des milliers de blessÃ©s, a soulignÃ© une source europÃ©enne. La dÃ©gradation de la situation au Burundi s'est renforcÃ©e enco plus au cours de la pÃ©riode qui a prÃ©cÃ©dÃ© les Ã©lections lÃ©gislatives et prÃ©sidentielles de juin et de juillet, a-t-elle obs En cas d'Ã©chec du dialogue entre l'UE et les autoritÃ©s burundaises, des mesures appropriÃ©es peuvent Ãªtre prises, dont en dernier recours une suspension de l'accord de coopÃ©ration, selon les accords de Cotonou. L'UE a adoptÃ© dÃ©but octobre des sanctions contre quatre personnes au Burundi en raison de leur implication dans la rÃ©pression de manifestants qui ont protestÃ© depuis avril contre la rÃ©Ã©lection de M. Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mandat, et dans les violences contre des opposants et la sociÃ©tÃ© civile dans le pays.